

A l'initiative de l'EE (École Émancipée) : Un syndicalisme offensif pour une alternative à l'austérité !

L'Europe en crise

L'été a été marqué par la volonté de l'Union européenne de briser les espoirs de changement du peuple grec. Pendant 6 mois, le nouveau gouvernement a essayé de desserrer le carcan austéritaire, mais l'intransigeance des dirigeant-es de l'UE, et la faiblesse du rapport de forces en Europe, ont conduit à une défaite par l'imposition d'un 3^e mémorandum.

Tous les peuples de l'UE sont visés : euro et austérité sont indissociables. Pas de place pour les remises en cause, ni pour les politiques alternatives, sinon dehors ! La

violence de ce diktat doit amener la FSU et tout le mouvement syndical à réfléchir à la façon de construire des mobilisations contre l'austérité. Pour en finir avec une Europe qui étrangle les peuples et se comporte comme une forteresse assiégée en laissant mourir des milliers de réfugié-es migrant-es à ses portes, il lui faudra refuser de se soumettre au cadre imposé en affrontant son propre gouvernement et ceux du reste de l'UE... en convergence avec les peuples des autres pays.

L'urgence climatique

Les records de chaleur moyenne se succèdent. 2014 a vu pour la 1^{ère} fois le nombre de « déplacé-es climatiques » dépasser celui causé par les conflits armés. Le dérèglement climatique est là et les politiques pour y faire face se font cruellement attendre, dans les sommets internationaux (COP21) comme au niveau national. La FSU et le mouvement syndical doivent enrichir leur projet de transformation sociale en articulant exigences de transition écologique et justice sociale, en portant les revendications sociales au cœur du mouvement pour la justice climatique.

Président des patrons

En France, Hollande et Valls ont accentué leur orientation libérale, aggravant la situation de la population et dégradant ses droits. Le Pacte de responsabilité, par la politique de l'offre, favorise le patronat et ne permet aucune amélioration de l'emploi. La loi Macron est un concentré de mesures de régressions sociales, et de nouvelles attaques sont prévues sur le droit du travail. Même les outils de l'égalité professionnelles femmes/hommes ont été enterrés.

La profonde réforme de l'État, incluant la

réforme territoriale, a pour objectif principal d'en finir avec l'État social et de livrer encore plus les services publics, les territoires et leurs populations au libéralisme.

Avec un gouvernement « de gauche » faisant la politique de la droite, combattant toute idée d'alternative à l'austérité, détournant encore plus la population de l'action collective, pas étonnant que la résignation l'emporte et que l'extrême-droite se renforce au point d'être aux portes du pouvoir.

Le syndicalisme a une responsabilité majeure pour que cette résignation se transforme en colère et nourrisse des mobilisations sociales. Il doit livrer ses analyses sans complaisance vis à vis des politiques en cours, mener campagne pour promouvoir des alternatives progressistes, proposer aux salarié-es des perspectives de luttes pour affronter les politiques de ce gouvernement.



Construire l'alternative au libéralisme

C'est ainsi qu'il sera possible de faire échec à la montée du FN qui attire les déçu-es et les désorienté-es. Les idées d'extrême droite prospèrent et se nourrissent de la désespérance sociale et économique qui frappe les populations les plus fragilisées, mais aussi du sentiment de déclassement qui touche les classes moyennes. Elles attisent l'intolérance, le racisme, les discriminations et le climat nauséabond qui, au prétexte de la

guerre contre le terrorisme, entretient la haine de celles et ceux qui sont considéré-es comme « étrangers ». **Notre projet de société ne peut se concevoir dans la peur et le rejet de l'autre : les dérives sécuritaires, la loi renseignement, les atteintes aux libertés sont de mauvaises réponses qui alimentent la fragmentation de notre société. Le syndicalisme doit mettre toutes ses forces pour y faire échec.**

Des mesures indispensables

Augmentation du SMIC et des minima sociaux, arrêt des licenciements et de la précarité, égalité d'accès aux droits, renforcement de la protection des salarié-es, plus de services publics pour plus d'égalité et de justice sociale. Il faut changer cette politique migratoire répressive et imposer l'accueil correct des réfugié-es comme la régularisation des sans

papers. Il faut rompre avec l'Ecole de la sélection et de l'employabilité, avec ce système éducatif inégalitaire, éclaté sur le territoire et porter le projet d'une Ecole émancipatrice, publique et laïque. Il faut une véritable réforme fiscale pour imposer une autre répartition des richesses.

Le syndicalisme contre l'austérité

Ce gouvernement, comme sa politique, sont résolument à combattre. Les attaques généralisées mériteraient une riposte globale interprofessionnelle. Pourtant, depuis 2012, très peu de mobilisations interprofessionnelles dignes de ce nom ! Et aucun relais, aucune explicitation des enjeux des mobilisations sectorielles portant l'intérêt général des salarié-es (SNCF, Air France, hôpitaux...). Une partie du mouvement syndical s'est fourvoyée dans un accompagnement de

mesures gouvernementales. Même si elle en tire quelques bénéfiques électoraux, elle se trouve malgré tout en difficulté devant le peu de résultats de la politique en question. Pour favoriser la mobilisation des salarié-es, le syndicalisme doit unir ses forces. La journée interpro du 9 avril a été une première étape réussie de reconstruction des forces. Proposer des échéances de mobilisation est une nécessité pour reprendre la main, il faut en penser les modalités et le rythme.

Avec les organisations qui se réclament, comme la FSU, d'un syndicalisme de transformation sociale, il faut être à l'initiative, mener des campagnes de conviction unitaires, proposer l'unité la plus large et s'engager avec ceux qui veulent. Le syndicalisme doit être à l'initiative de convergences entre les salarié-es des secteurs en lutte, mais aussi avec les précaires, les privé-es d'emploi, les étudiant-es. Il peut contribuer à la construction d'un front (associant syndical, associatif, politique) pour porter un autre projet de société.



Ne pas s'engluer dans le « dialogue social »

Celui-ci tend à être une arme du gouvernement pour « endormir » les syndicalistes. La FSU, comme d'autres, a voulu y croire et a participé aux discussions pour faire évoluer les dossiers liés à la Fonction publique. Mais si la MAP remplace la RGPP, seul le nom change. La gouvernance et le management sévissent, les agent-es connaissent des conditions de travail plus difficiles, des carrières plus longues, sans réelle perspective d'amélioration du pouvoir d'achat puisque le point d'indice est gelé et que les longues négociations PPCR

débouchent sur des mesures vraiment insuffisantes et différées dans le temps.

Dans l'éducation, la réforme des rythmes et celle du collège, rejetées largement par les collègues concernés, ont été imposées malgré de larges mobilisations. Ces passages en force, comme les recours au 49.3 sur la loi Macron, montrent ce qu'il en est du « dialogue social » pratiqué. **On ne peut faire l'économie du rapport de force sans lequel il est vain de penser pouvoir peser sur les choix gouvernementaux et « gagner » dans des négociations.**

Quel avenir pour la FSU ?

Les élections professionnelles n'ont pas permis de reconquérir la première place dans la Fonction Publique d'Etat, ni de conforter suffisamment sa place dans la Fonction Publique Territoriale. Elle s'est affaiblie dans l'éducation, parce qu'elle n'a pas su répondre aux attentes des personnels sur des dossiers importants.

Elle a avant tout besoin de renforcer ce qui fait sa force, son fonctionnement pluraliste permettant des synthèses partagées. La remise en question de la majorité qualifiée à 70 % aurait l'effet inverse et fragiliserait notre fédération.

Il faut travailler sur plusieurs axes :

- affermir son positionnement par rapport à la politique gouvernementale et la mettre au centre des propositions de mobilisations unitaires ;

- renforcer un fonctionnement fédéral favorisant le développement de chacun, afin d'affirmer partout la FSU, notamment dans la territoriale par la fusion de ses syndicats ;

- travailler avec la CGT et Solidaires au rassemblement du syndicalisme de transformation sociale dans la perspective d'un nouvel outil syndical qui soit à la hauteur des défis à venir, notamment avec un après 2017 très difficile...

De ce congrès doit sortir une FSU renforcée, encore plus pluraliste, encore plus fédérale dans les départements, les régions et nationalement. Une FSU porteuse de mobilisations, de dynamique interprofessionnelle, active dans la construction d'un large mouvement social.

L'EE appelle toutes celles et ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à travailler et à agir ensemble dans la FSU.

Votez et faites voter pour la liste à l'initiative de l'EE (École Émancipée).

